
Fiches sectorielles

Commerce

Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Sauf mention explicite d'une référence à la catégorie d'entreprise définie par la loi de Modernisation de l'économie et son décret d'application 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales.

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette nouvelle édition des *Entreprises en France*, le champ a été étendu à davantage d'entrepreneurs individuels et de sociétés civiles immobilières qui appartiennent en grande partie aux secteurs de la construction, de l'immobilier et des autres activités de services, notamment les activités artistiques, créatives et de spectacles. Ainsi, 200 000 unités supplémentaires sont prises en compte par rapport à 2011 mais leur poids économique est faible. Elles réalisent 15 milliards de chiffre d'affaires (sur les 3 700 milliards des unités légales du champ) et moins de 4 milliards de valeur ajoutée (sur 980 milliards).

Dans cette publication, les résultats de 2011 et les évolutions entre 2011 et 2012 sont présentés sur la base du champ de 2012.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

8.1 Chiffres clés du commerce

Le secteur du **commerce** comprend trois sous-secteurs : le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce automobile. Le commerce de détail vend principalement aux particuliers tandis que les clients du commerce de gros sont le plus souvent d'autres sociétés du commerce, grossistes ou détaillants. Le commerce automobile regroupe des commerçants, grossistes ou détaillants spécialisés dans la vente ou la réparation d'automobiles ou de motocycles.

En 2012, les 710 000 entreprises du commerce réalisent un chiffre d'affaires de 1 410 milliards d'euros, une valeur ajoutée (VA) de 200 milliards d'euros et emploient plus de 2,6 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP). Leur poids dans l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non financiers et non agricoles est sensiblement le même en termes de nombre d'entreprises (22 %), de valeur ajoutée (20 %) et de salariés en équivalent temps plein (22 %). Près de la moitié (48 %) sont des entreprises individuelles, ce qui explique la part importante des non-salariés (14,1 %) dans les effectifs du commerce.

Les entreprises du commerce sont essentiellement de petite taille : 95 % d'entre elles ont moins de 10 salariés et réalisent le quart du chiffre d'affaires du commerce. Cependant, le secteur comprend aussi quelques très grandes sociétés qui concentrent une part élevée du chiffre d'affaires : les entreprises de 250 salariés ou plus sont en proportion infime (0,1 %) mais réalisent le tiers du chiffre d'affaires et 28 % des exportations du secteur.

Le commerce de gros réalise 51 % de la VA du commerce, le commerce de détail 39 % et le commerce automobile 10 %. Avec 1,4 million de salariés en équivalent temps plein, le commerce de détail emploie plus de la moitié (52 %) des salariés du secteur, le commerce de gros, avec 900 000 salariés, 35 %, et le commerce automobile, avec 350 000 salariés, 13 %. Les entreprises du commerce de détail et automobile exportent peu (2 % et 5 % de leur CA), et beaucoup moins que celles du commerce de gros (15 %), notamment parce que ces dernières comprennent des filiales commerciales de groupes industriels.

En 2012, la production en volume de la branche de l'ensemble du commerce stagne, après deux années de reprise en 2011 (+ 2,1 %) et 2010 (+ 2,5 %), faisant suite à la forte récession de 2009. En 2012, le commerce de détail croît faiblement (+ 1 %) alors que le commerce de gros est quasiment stable (+ 0,3 %) et que l'automobile baisse fortement (- 4 %). En 2013, la croissance de l'ensemble du commerce deviendrait légèrement positive (+ 0,3 %).

Après la légère reprise de l'emploi en 2011, l'ensemble du commerce perd de nouveau des emplois en 2012 (- 0,4 %) et en 2013 (- 0,3 %). Les effectifs baissent dans le commerce automobile (- 2,2 % en 2012 et - 1,9 % en 2013) et dans le commerce de gros (- 0,6 % en 2012 et - 1 % en 2013). À l'inverse, le commerce de détail connaît une légère croissance (+ 0,1 % en 2012 et + 0,4 % en 2013). ■

Définitions

Le **commerce** regroupe les entreprises de trois secteurs de la NAF rév. 2 : commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45), commerce de gros (46) et commerce de détail (47) (voir *annexe Nomenclature d'activités française*). L'artisanat commercial (charcuterie, boulangerie-pâtisserie) entre dans le champ de l'industrie car son activité de fabrication l'emporte sur celle de revente en l'état de marchandises. Ce classement est respecté bien que les secteurs concernés se rapprochent par d'autres aspects du commerce de détail alimentaire spécialisé et sont souvent regroupés avec lui.

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2013 : l'activité reste freinée par la faiblesse de la demande intérieure », *Insee Première* n° 1504, juin 2014.
- « Le commerce en 2012 : le secteur n'échappe pas à la crise », *Insee Première* n° 1457, juillet 2013.
- « La situation du commerce en 2013 », *Document de travail*, Insee, juin 2014.
- « La situation du commerce en 2012 », *Document de travail*, Insee, décembre 2013.

1. Chiffres clés du commerce en 2012

	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxe	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	675,8	702,2	361,5	38,6	56,1	5,9
De 10 à 249 salariés EQTP	33,5	1 020,9	586,1	60,1	71,2	5,9
250 salariés EQTP ou plus	0,8	930,5	462,9	39,2	72,5	5,8
Ensemble	710,1	2 653,6	1 410,5	137,9	199,8	17,7
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	3 266,0	12 036,4	3 725,7	602,2	982,9	184,7
Poids des entreprises du secteur du commerce¹ (en %)	21,7	22,0	37,9	22,9	20,3	9,6

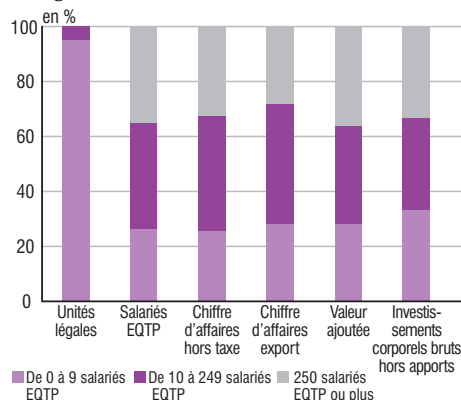
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Champ : France.

Note : la branche commerce contribue à 10,4 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches de l'économie (au sens de la comptabilité nationale).

Source : Insee, É sane.

2. Structure des agrégats selon la taille de l'unité légale en 2012

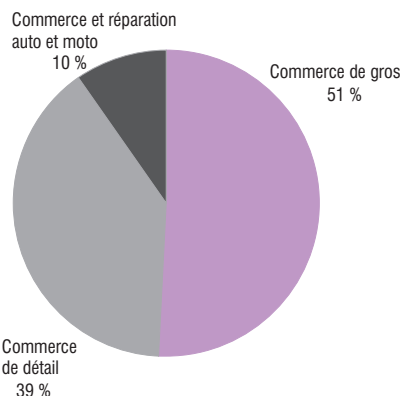


Champ : France.

Lecture : les entreprises de 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des unités légales, 35 % des salariés, 33 % du CA, 28 % du CA export, 36 % de la VA et 33 % des investissements.

Source : Insee, É sane.

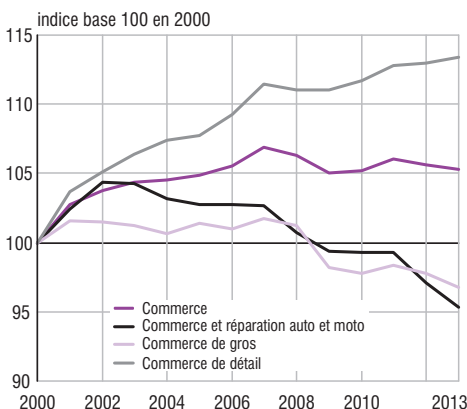
4. Principales activités du secteur selon la valeur ajoutée en 2012



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

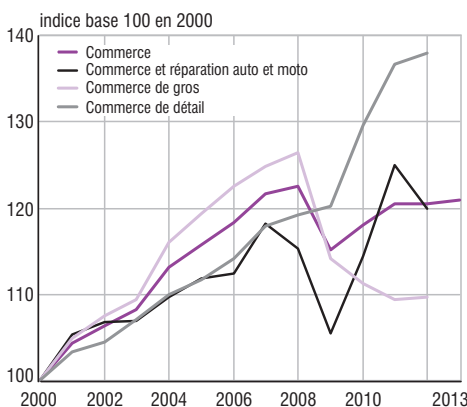


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches du commerce.

Source : Insee, comptabilité nationale.

8.2 Ratios du commerce

La **marge commerciale** rémunère le service commercial. Le taux de marge commerciale (rapport de la marge commerciale aux ventes de marchandises) est ainsi un indicateur de la valeur dégagée par l'activité commerciale. Il est plus élevé pour les commerçants dont les coûts de distribution sont plus grands ou qui bénéficient de conditions d'achat plus favorables ou qui parviennent à se différencier et pratiquer un prix plus élevé.

En 2012, le taux de marge commerciale est de 23 % pour l'ensemble du commerce. Il varie de 15 % dans le commerce automobile à 29 % dans le commerce de détail et est proche de la moyenne dans le commerce de gros (21 %). Il varie aussi fortement selon les caractéristiques des produits vendus et, pour un produit donné, selon le format de vente ou le positionnement en gamme. Depuis 2000, le taux de marge commerciale a augmenté dans le commerce de gros et le commerce de détail. La hausse de 2009 coïncide avec la réforme des relations commerciales (loi Châtel, loi de Modernisation de l'économie), qui a conduit à la réduction des « marges arrières » et à leur réintégration dans les prix de vente.

Les délais de paiement sont un autre élément important de la rentabilité des entreprises commerciales. Dans l'ensemble du commerce, les délais de paiement « fournisseurs » excèdent de plus de 14 jours les délais de paiement « clients » (44,9 jours contre 30,5 jours). Ils sont plus faibles que dans l'ensemble de l'économie marchande (58,5 jours contre 51,9 jours), mais leur écart est un peu plus élevé. Les entreprises du commerce, notamment dans la grande distribution, bénéficient ainsi de facilités de trésorerie.

La production des entreprises commerciales comporte trois composantes : les ventes de services facturées aux clients ou aux fournisseurs, la production de biens et, composante dominante, la marge commerciale. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée sur le chiffre d'affaires) est donc très lié au taux de marge commerciale. Il est de 14 % dans l'ensemble du commerce, soit sensiblement moins que pour l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands

non agricoles et non financiers (26 %). Il est plus élevé dans le commerce de détail (18 %) que dans le commerce de gros (13 %) et le commerce automobile (12 %).

Le partage de la valeur ajoutée (VA) entre salaires et profits dans le commerce est proche de l'ensemble des entreprises des secteurs du champ. En 2012, la part des frais de personnel dans la VA au coût des facteurs est de 75,9 % dans le commerce et de 74,4 % dans l'ensemble des secteurs du champ. Elle est plus faible pour les entreprises de moins de 10 salariés (69,7 %), qui comptent un nombre important d'entreprises individuelles où la rémunération du travail de l'entrepreneur n'est pas distinguée des profits. Le taux de marge est de 24,1 % en 2012 : après avoir atteint 28,5 % en 2010, il recule ainsi pour la deuxième année consécutive.

La rentabilité économique (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur les immobilisations) est en revanche plus forte dans le commerce (11,8 %) que dans l'ensemble des secteurs du champ (8,1 %). C'est également le cas de la rentabilité financière, mesurée par le rapport du résultat net comptable sur les capitaux propres (10,8 % contre 7,5 %).

Dans le commerce de détail, la main-d'œuvre est très féminisée (60 % de femmes) et jeune (29 % de moins de 30 ans) et compte beaucoup d'employés (47 %). Les professions typiques sont celles de vendeur et de caissière, dont la charge de travail fluctue fortement durant la journée et entre les jours de la semaine : le temps partiel est donc fréquent (35 %). La part des non-salariés est très significative (17 %). Dans le commerce de gros et surtout l'automobile, les femmes sont moins présentes (33 % et 17 % respectivement), la main-d'œuvre plus âgée (17 % et 26 % de moins de 30 ans) et le temps partiel plus rare (13 % et 11 %). La part des non-salariés y est plus faible, surtout dans le commerce de gros (8 % contre 17 % dans l'automobile). Les employés sont la catégorie la moins répandue dans le commerce de gros (17 %) et dans le commerce automobile (13 %) du fait de l'importance des activités de pose et de réparation. ■

Définitions

La **marge commerciale** est l'écart entre les ventes de marchandises et leur coût d'achat.

1. Ratios du secteur du commerce selon la taille de l'unité légale en 2012

en %

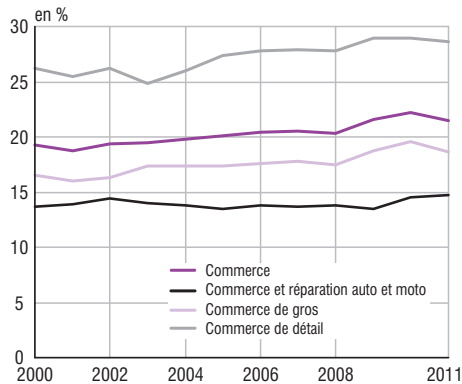
	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble entreprises marchandes ¹
Organisation et débouchés de la production					
Taux de marge commerciale	22,7	24,0	20,6	24,4	///
Taux d'exportation	9,8	10,7	10,3	8,5	16,2
Taux de valeur ajoutée	14,2	15,5	12,1	15,7	26,4
Intensité capitalistique (en milliers d'euros)	62,1	62,0	54,3	70,9	174,7
Partage de la VA (au coût des facteurs)					
Part des frais de personnel	75,9	69,7	77,7	79,7	74,4
Taux de marge ²	24,1	30,3	22,3	20,3	25,6
Ratios de rentabilité					
Rentabilité économique	11,8	15,9	11,2	9,0	8,1
Rentabilité financière	10,8	16,7	8,2	7,6	7,5
Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité					
Lever financier	65,6	62,1	61,5	73,2	74,6
Taux de prélèvement financier	14,3	9,1	18,2	16,8	33,5
Délais de paiement					
Fournisseurs (en jours)	44,9	44,9	44,6	45,5	58,5
Clients (en jours)	30,5	29,4	33,9	27,0	51,9
Ratios d'investissement					
Taux d'investissement	8,8	10,5	8,4	8,1	18,8
Taux d'autofinancement	201,0	257,4	169,5	176,4	165,1

1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. 2. Hors sièges sociaux.

Champ : France.

Source : Insee, *Ésane*.

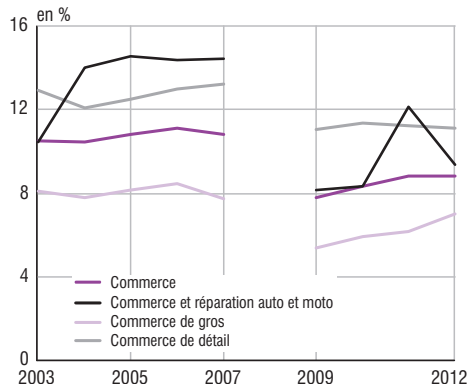
2. Évolution du taux de marge commerciale dans les secteurs du commerce



Champ : France.

Source : Insee, *comptes du commerce*.

3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, *Ficus et Ésane*.

4. Personnes en emploi dans le secteur du commerce en 2012

en %

	Part de femmes	Part d'actifs		Part d'employés	Part d'ouvriers	Part autres professions	Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus				
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	17,3	26,2	23,2	12,5	41,4	46,1	16,6
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	32,5	16,7	25,5	17	25,7	57,4	8,3
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	60,1	28,9	21,4	46,9	9,8	43,3	16,8
Ensemble commerce	45,9	24,7	23	33	18,9	48,1	14,1
Ensemble secteurs principalement marchands¹	36,2	22,0	24,3	19,6	30,1	50,3	13,3

1. Entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture et secteur financier.

Champ : France.

Source : Insee, *enquête Emploi*.